

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-25 du 2 juillet 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis s'opposent au renouvellement de l'USMCA pour 16 ans

Climat – énergie – environnement

2. Le Département de l'Intérieur et Duke Energy signent un accord mettant fin à un projet éolien en mer
3. L'Agence de protection de l'environnement propose la surveillance de 30 nouvelles substances chimiques dans l'eau potable

Transport et infrastructure

4. Le secrétaire aux Transports annonce un projet de nouvelle règle pour accélérer la reprise des vols supersoniques civils
5. Le Président Trump assouplit le cadre applicable pour la réparation des systèmes d'émissions de véhicules
6. Le Département de l'énergie estime que la mise à jour des codes énergétiques des bâtiments dans les États augmentera les coûts de la construction aux États-Unis

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

Numérique et innovation

7. L'administration américaine lève ses mesures visant les modèles d'Anthropic et renforce son contrôle sur le déploiement des modèles de frontière

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis s'opposent au renouvellement de l'USMCA pour 16 ans

Dans le cadre de la réunion officielle consacrée à l'examen de l'accord tripartite États-Unis-Mexique-Canada (tenue en visioconférence), l'US Trade Representative, Jamieson Greer, a officiellement [annoncé](#) que les États-Unis ne renouvelleraient pas l'accord pour une nouvelle période de seize ans. Cette décision ouvre une période de dix ans durant laquelle l'accord fera l'objet d'examens annuels avant de pouvoir, le cas échéant, être résilié. J. Greer avait précédemment indiqué que les négociations sur les améliorations à apporter à l'accord se [poursuivraient au-delà du 1er juillet](#). Les États-Unis rencontreront le Mexique la semaine du 20 juillet pour une troisième ronde de négociations. Aucune négociation formelle n'a encore été engagée avec le Canada, bien que les deux gouvernements restent en contact régulier au sujet du renouvellement de l'USMCA et d'autres enjeux commerciaux.

Brèves

- Le Bureau du représentant américain au Commerce (USTR) [sollicite](#) les commentaires des parties prenantes dans le cadre de son examen annuel des pays d'Afrique subsaharienne susceptibles de bénéficier, en 2027, des préférences commerciales prévues par l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA), sous réserve du renouvellement du programme. Celui-ci a été prolongé par le Congrès jusqu'à fin 2026.

Climat – énergie – environnement

2. Le Département de l'Intérieur et Duke Energy signent un accord mettant fin à un projet éolien en mer

Le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) le 29 juin la signature d'un accord avec Duke Energy, aux termes duquel l'entreprise mettra volontairement fin à un bail pour un projet éolien en mer situé dans la zone de Carolina Long Bay, d'une valeur de 129 M\$, et réinvestira ce montant dans de nouvelles capacités de production. Kodwo Ghartey-Tagoe, le Vice-Président exécutif et directeur général de Duke Energy Carolinas, a déclaré que « Duke Energy réinvestira près de 129 M\$ dans des capacités de production supplémentaires, ce qui pourrait inclure le développement de nouvelles installations

nucléaires et gazières, ainsi que des améliorations du réseau électrique afin de renforcer la fiabilité, soutenir la croissance continue dans les Carolines et maintenir les coûts aussi bas que possible ». Plusieurs accords similaires ont déjà été conclus entre le Dol et des entreprises impliquées dans des projets d'éolien offshore aux États-Unis.

3. L'Agence de protection de l'environnement propose la surveillance de 30 nouvelles substances chimiques dans l'eau potable

L'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [proposé](#) le 26 juin de mettre en place un nouveau dispositif de surveillance de 30 contaminants non réglementés dans l'eau potable, dans le cadre de la règle UCMR 6 (Unregulated Contaminant Monitoring Rule), afin de collecter des données scientifiques sur leur présence, leurs concentrations et leurs risques potentiels pour la santé publique. L'UCMR est un programme prévu par le Safe Drinking Water Act qui demande à l'EPA, tous les cinq ans, d'établir une liste de contaminants non réglementés devant être surveillés par les systèmes publics d'eau afin de mieux documenter leur occurrence et leurs effets potentiels, produisant ainsi des données nationales qui permettront d'éclairer les futures décisions réglementaires. Cette initiative s'inscrit également dans le programme PFAS OUT, destiné à accompagner les systèmes d'eau potable face aux substances PFAS via des ressources techniques et financières. Le projet de règle sera soumis à une consultation publique de 60 jours, incluant des webinaires et une période de recueil de commentaires après publication au registre fédéral.

Brèves

- Le Département de l'Énergie a [annoncé](#) le 1er juillet que le réacteur expérimental Unity, développé par Deployable Energy, a atteint la criticité, devenant le troisième réacteur nucléaire avancé à franchir cette étape avant la date limite du 4 juillet 2026 fixée par un décret présidentiel du Président D. Trump.
- Le Département de l'Intérieur a [proposé](#) le 26 juin une nouvelle réglementation visant à simplifier et alléger les règles applicables aux entreprises productrices de pétrole, de gaz et de charbon opérant sur les terres fédérales, tout en garantissant que l'État perçoive une part jugée équitable des revenus issus des ressources publiques. L'objectif annoncé est de réduire la charge administrative en supprimant les déclarations jugées inutiles, de simplifier le calcul de la valeur

des ressources à des fins de redevances, et d'améliorer la transparence en fournissant des directives plus claires sur les pratiques d'évaluation afin d'améliorer la précision des données déclarées par l'industrie. Une période de consultation s'ouvrira après publication de la proposition au registre fédéral.

- Le Département de l'Énergie (DoE) a [publié](#) le 24 juin une lettre ouverte des États-Unis, du Qatar, du Nigeria et de l'Algérie à l'attention des dirigeants de la Commission européenne, du Conseil européen et des États membres de l'Union européenne (UE) concernant le règlement de l'UE sur le méthane. Ils y exhortent l'UE à modifier et reporter l'application du règlement, estimant que les exigences actuelles ne sont pas applicables dans les délais prévus. Selon eux, sans ces ajustements, une grande partie des importations de pétrole et de gaz de l'UE ne seront pas conformes à partir de janvier 2027, entraînant des effets négatifs importants sur l'approvisionnement énergétique européen et les prix.

Transport et infrastructure

4. Le secrétaire aux Transports annonce un projet de nouvelle règle pour accélérer la reprise des vols supersoniques civils

Le secrétaire aux Transports, Sean Duffy, et l'agence fédérale de l'aviation (FAA) ont [annoncé](#) le 30 juin une proposition de nouvelle norme de certification basée sur le bruit pour les avions supersoniques. Comme le précise le communiqué « une clé pour permettre le déplacement supersonique est de réduire le bruit ressenti du fait des bangs supersoniques (« sonic boom »). Un moyen d'y parvenir est d'utiliser une technique de vol appelée « Mach cutoff », où la conception de l'avion, les conditions atmosphériques, la vitesse et l'altitude fonctionnent en combinaison pour garantir que le bang supersonique se plie et se réfracte dans l'atmosphère, réduisant significativement son impact au niveau du sol ». En plus de cette [première règle](#) concernant le vol, la FAA prévoit de proposer une autre règle plus tard dans l'année, visant à établir des normes de bruit d'atterrissage et de décollage pour les avions supersoniques. L'objectif de reprise des vols supersoniques civils aux États-Unis, actuellement interdit au-dessus du territoire américain par la réglementation en place, découle du [décret présidentiel](#) n°14304 du 6 juin 2025 « leading the world in supersonic flight ».

5. Le Président Trump assouplit le cadre applicable pour la réparation des systèmes d'émissions de véhicules

Le Président américain a [signé](#) le 29 juin un mémorandum présidentiel visant à réduire l'application de pénalités pour les réparations des systèmes antipollution par les particuliers ne faisant pas appel à un réparateur indépendant.

Le mémorandum demande à l'Agence de protection de l'environnement (EPA) de clarifier, dans un délai de 30 jours, les conditions dans lesquelles les particuliers peuvent réparer les systèmes de contrôle des émissions de leurs véhicules, dans le respect du Clean Air Act.

Il est également demandé à l'EPA d'encourager et d'accélérer le développement de procédures alternatives de certification des pièces de rechange conformes à la réglementation fédérale, afin de réduire la dépendance au processus de certification actuellement reconnu, mis en œuvre par le *California Air Resources Board* (CARB). Il ordonne enfin à l'administrateur de l'EPA de ne pas donner la priorité aux mesures d'exécution civiles contre les personnes qui « de bonne foi, tentent de réparer leurs propres véhicules selon leur configuration d'origine ».

Cette décision de la Maison-Blanche s'inscrit dans une stratégie de réduction des coûts supportés par les ménages et de diminution des contraintes réglementaires applicables au secteur automobile, tout en maintenant l'application des exigences du *Clean Air Act*.

6. Le Département de l'énergie estime que la mise à jour des codes énergétiques des bâtiments dans les Etats augmentera les coûts de la construction aux Etats-Unis

Le département de l'Énergie (DoE) a publié le 26 juin une [étude](#) concluant que l'adoption à l'échelle nationale du Code international de conservation de l'énergie (IECC) augmenterait significativement les coûts de construction de logements. Selon cette analyse, l'IECC 2024 augmenterait les coûts de construction résidentielle de plus de 9,2 Md\$ par an par rapport aux niveaux du code de 2006, ajoutant plus de 127 Md\$ de coûts cumulés à l'échelle nationale. Le DoE estime que ces obligations coûteuses forceront les familles américaines à payer des milliers de dollars de plus à l'avance pour une nouvelle maison (augmentation de 14 000\$ pour une maison familiale typique), tandis que les économies d'énergie projetées pourraient prendre des décennies à se réaliser. Dans une [lettre](#) adressée à l'International Code Council (ICC), le DoE exhorte ainsi l'organisation à recentrer ses processus de développement de code

sur l'accessibilité financière, la transparence et une efficacité énergétique neutre quant au carburant recommandé. Le DoE encourage également l'ICC à laisser tomber les exigences relatives à la production d'énergie sur site, aux infrastructures de véhicules électriques et à l'évitement des gaz à effet de serre, ce qui augmente les coûts de construction, allonge les délais de retour sur investissement et réduit le choix des consommateurs. Le communiqué précise que le DoE continuera de mettre en œuvre le décret présidentiel du 13 mars « [Removing Regulatory Barriers to Affordable Home Construction](#) », afin de placer les propriétaires au premier plan et de permettre aux Américains de décider comment construire et alimenter leur logement. Le DOE rappelle à cet égard avoir également [publié](#) le 4 mai une demande d'information pour recueillir des avis sur sa méthodologie d'évaluation des impacts sur les consommateurs liés aux codes énergétiques des bâtiments.

L'International Code Council (ICC) a en réaction [publié](#) un communiqué contestant les conclusions du Département de l'énergie (DoE). Comme justifié dans sa [lettre adressée au DoE](#) le 17 mars 2026, l'organisation estime que le DoE revient sur près de trente années d'évaluations fédérales concluant au contraire à un bénéfice net des codes énergétiques les plus récents, fondé sur les économies d'énergie réalisées sur la durée de vie des bâtiments. L'ICC souligne que les analyses fédérales antérieures estimaient que les surcoûts initiaux de construction étaient compensés par les économies d'énergie générées pour les foyers et entreprises américains, évaluées à 182 milliards de dollars entre 2010 et 2040.

Industrie

Brèves

- La US Chamber of Commerce [publie](#) un document de plaidoyer en faveur de l'USMCA, remis au Congrès dans le cadre de son USMCA Hill Day, qui a [réuni](#) plus de 70 entreprises le 25 juin dernier. Le one-pager rappelle que l'accord sous-tend 1 800 Md\$ d'échanges annuels, plus de 13 millions d'emplois américains et plus de 3 Md\$ de flux commerciaux quotidiens. La Chamber demande au Congrès de soutenir une révision rapide, transparente et ordonnée, d'exiger la pleine mise en conformité des trois parties sur les sujets de friction identifiés (énergie, agriculture, commerce numérique, propriété intellectuelle et marchés publics au Mexique et au Canada) et de s'opposer à tout maintien de mesures érodant les concessions tarifaires prévues par

l'accord, tels que les droits de Section 232 sur les importations canadiennes et mexicaines.

- Le WSJ [rapporte](#) que les distributeurs américains avancent massivement leurs commandes en vue des fêtes de fin d'année afin de constituer des stocks avant l'entrée en vigueur de futurs droits de douane et l'augmentation de coûts dus à la guerre en Iran. Le coût moyen d'acheminement d'un conteneur sur un trajet Chine – Etats-Unis s'approcherait désormais des 6000\$, une multiplication par trois par rapport à février et le coût le plus élevé depuis septembre 2024.
- Les leaders du transport maritime [profitent](#) de cette augmentation des coûts, dont Maersk. Le danois, second transporteur maritime mondial après le suisse MSC, a dit s'attendre à ce que ses résultats annuels se situent entre 8 et 10Md\$, soit à minima 1 Md\$ de plus que les estimations précédentes, en raison de la forte demande due aux futurs droits américains.
- La filiale taiwanaise du producteur de semi-conducteurs américain Supermicro [fait](#) l'objet d'une perquisition dans le cadre d'une enquête de Taipei sur le contournement des contrôles à l'export américains sur les puces Nvidia. L'entreprise était déjà dans le viseur des autorités américaines depuis plusieurs mois, son cofondateur Wally Liaw et deux autres employés ayant été accusés en mars dernier d'avoir organisé l'acheminement de 2,5 Md\$ de serveurs équipés de puces Nvidia vers la Chine via une société écran. Supermicro a indiqué coopérer avec les autorités taiwanaises, alors que Taipei envisage de se doter de règles de contrôle export plus strictes et alignées avec les règles américaines (le réexport de puces de Taiwan vers la Chine n'est à ce stade pas criminalisé à Taiwan).
- Selon le FT, Apple [fait pression](#) sur l'administration pour obtenir l'autorisation d'acheter des puces mémoire auprès de CXMT, champion chinois du secteur inscrit sur la liste des entreprises militaires du Pentagone depuis le 10 juin, afin d'atténuer la hausse des prix mémoire qui a poussé à augmenter les prix de ses MacBooks et iPads.
- Le 1er juillet 2026, Bloomberg [rapporte](#) que FedEx a conclu un accord pour céder sa filiale de logistique contractuelle FedEx Supply Chain au groupe français CMA CGM pour une valeur d'entreprise de 1,4 Md\$. Cette acquisition renforce la présence de CMA CGM sur le marché nord-américain de la logistique. Les deux groupes ont également signé un partenariat pluriannuel dans le fret aérien et maritime, qui

pourrait générer 3,5 Md\$ de revenus sur les dix prochaines années.

- Le 1er juillet 2026, CNBC [rapporte](#) que General Motors a enregistré une baisse de 4,2 % de ses ventes aux États-Unis au deuxième trimestre 2026, avec 714 896 véhicules écoulés. Ce recul s'explique notamment par une chute de 33 % des ventes de véhicules 100 % électriques et par le ralentissement des ventes du pick-up Chevrolet Silverado, malgré une demande toujours soutenue pour les SUV et les pick-up thermiques du groupe.

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves



- Du 28 au 30 juin, s'est tenu le salon alimentaire *Summer Fancy Food Show*, à New York, où s'est rendu le pôle agricole du SER. Cette année, étaient attendus près de 30 000 visiteurs, venus à la rencontre de 2 400 exposants, répartis sur plus de 30 000 m². Quarante-neuf pavillons nationaux jalonnaient les allées du salon, dont le pavillon français. Organisé par Business France, il rassemblait 35 exposants français sous la bannière "Taste France". Les opérateurs représentaient principalement les secteurs de la "Boulangerie-viennoiserie-pâtisserie" (BVP), des produits laitiers, de l'épicerie, mais aussi de la truffe et du foie gras... Globalement satisfaits des contacts établis et/ou maintenus avec les clients américains, les représentants de

PME, voire d'ETI, françaises participant au salon exprimaient toutefois quelques inquiétudes eu égard aux nouveaux droits de douane auxquels seraient soumis leurs produits exportés vers les Etats-Unis, après le 24 juillet. Et ce en dépit de l'accord commercial scellé à Turnberry, à l'été 2025, entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

Numérique et innovation

7. L'administration américaine lève ses mesures visant les modèles d'Anthropic et renforce son contrôle sur le déploiement des modèles de frontière

Le 30 juin, le Département du Commerce a levé la directive de contrôle à l'exportation qui a mené, depuis le 12 juin, à la suspension des deux modèles les plus puissants d'Anthropic, Fable 5 et Mythos 5 (voir [Brèves Sectorielles du 18 juin 2026](#)). Parallèlement, le 26 juin, l'administration a imposé à OpenAI de restreindre le déploiement de sa nouvelle gamme GPT-5.6, dont l'accès est désormais soumis à une validation gouvernementale au cas par cas.

Justifiant la levée des restrictions visant Anthropic dans un [courrier](#) daté du 30 juin, le secrétaire au Commerce H. Lutnick invoque la « coopération étroite » avec l'entreprise et des garanties désormais jugées suffisantes pour sécuriser les failles reprochées à l'origine de la décision. Cette décision fait par ailleurs suite à une réautorisation partielle du 26 juin, par laquelle une licence d'exportation avait rétabli l'accès à Mythos pour une centaine d'entreprises et d'agences fédérales américaines « de confiance », autorisant leurs salariés étrangers (ainsi que les salariés étrangers d'Anthropic) à accéder au modèle. À compter du 1^{er} juillet, l'entreprise [redéploie](#) Fable 5 sur l'ensemble de ses marchés, après avoir ajouté des protections qui, selon elle, permettent de réduire le recours à la technique de contournement visée par l'administration. L'entreprise maintient en revanche que la faille n'était pas spécifique à son modèle, ses tests faisant état d'un comportement identique sur d'autres modèles comme Claude Opus 4.8, GPT-5.5 et Kimi K2.

Le 26 juin, à la demande du gouvernement, OpenAI a pour sa part [restreint](#) l'accès à sa nouvelle gamme GPT-5.6 (Sol, Terra et Luna) — dont le modèle phare, Sol, doté de capacités cyber avancées — à un cercle de partenaires validés individuellement par l'administration, alors qu'un déploiement plus large était initialement prévu. Le déploiement en cercle restreint n'est pas inédit — il avait été retenu pour GPT-5.5-Cyber, réservé à des « partenaires de confiance » selon

le modèle de Glasswing ; l'élément nouveau est la validation, entité par entité, exigée par le gouvernement, sous peine d'une suspension comparable à celle d'Anthropic. Selon la presse, Sam Altman, PDG d'OpenAI, a été averti par H. Lutnick de ne procéder à aucune diffusion sans accord préalable de l'administration.

OpenAI s'est conformé à cette demande tout en la contestant, refusant qu'une validation gouvernementale préalable devienne la norme et réclamant un cadre stabilisé et transparent pour l'accès anticipé à ses prochains modèles ; Anthropic plaide pour des règles applicables uniformément à tous les développeurs de modèles de frontière et annonce, avec Amazon, Microsoft et Google, un cadre commun de mesure de la gravité des failles des modèles (*jailbreaks*). L'administration rattache ce contrôle au décret présidentiel du 2 juin, au titre duquel Anthropic détaille une coopération comprenant entre autres (i) un accès et une évaluation gouvernementaux avant la sortie des modèles les plus sensibles, (ii) un partage d'informations et de ressources dédiées à la recherche conjointe sur la sécurité de l'IA, et (iii) l'élaboration d'un standard volontaire commun aux fournisseurs de modèles de frontière.

Brèves

- Le 24 juin, le fabricant de mémoires Micron a [publié](#) des résultats record — 41,5 Md\$ de chiffre d'affaires (quadruplé sur un an) et plus de 81 % de marge brute —, portés par la demande de mémoire à haute bande passante (HBM) pour les puces d'IA. Cette mémoire est devenue un goulet d'étranglement de la filière : Micron, l'un des trois seuls fabricants au monde avec SK Hynix et Samsung, ne peut satisfaire qu'entre la moitié et les deux tiers de la demande, toute sa production 2026 étant déjà vendue.
- Selon [la presse](#) (29 juin), Meta a restreint l'usage par ses ingénieurs des outils de codage rivaux Claude Code (Anthropic) et Codex (OpenAI) — qu'elle veut remplacer par un système maison (MetaCode) — pour éviter d'« aspirer » par mégarde un modèle concurrent (*distillation*), ce qui l'exposerait à des poursuites. Cela pose une difficulté plus large : bâtir ses propres modèles sans pouvoir, pour l'heure, se passer des outils de ses rivaux.
- Le 24 juin a été lancée [RAISE US](#), une coalition à but non lucratif réunissant grandes entreprises, gouverneurs d'États et syndicats pour aider les travailleurs américains à se former et se reconverter face aux transformations de l'emploi liées à l'IA. Dirigée par l'ancienne secrétaire au Commerce Gina Raimondo, elle vise 1 Md\$ d'engagements privés et

philanthropiques — dont plus de la moitié déjà réunie — pour financer des programmes de reconversion, d'apprentissage et d'orientation, avec de premiers projets en Arkansas et dans le Maryland. Ses partenaires principaux sont Amazon, Anthropic, Microsoft et la fondation d'OpenAI.

- Le 25 juin, Qualcomm a [annoncé](#) le rachat, pour environ 3,9 Md\$ en actions, de Modular, dont la plateforme permet d'exécuter un modèle d'IA sur des puces d'architectures différentes sans réécrire son code — un moyen d'affranchir les développeurs de la dépendance à un fabricant unique (essentiellement Nvidia). L'opération dote Qualcomm de la couche logicielle qui manquait à ses puces pour centres de données, récemment lancées, afin d'en faciliter l'adoption ; des analystes s'interrogent toutefois sur le maintien de la neutralité de Modular, désormais détenu par un fabricant de puces.
- Le 30 juin, Anthropic a [lancé](#) Claude Sonnet 5, modèle de milieu de gamme aux performances proches de son haut de gamme (Opus 4.8) mais nettement moins cher, devenu le modèle par défaut des offres gratuites et Pro. Conçu pour les usages « agentiques », il serait également plus résistant aux usages malveillants et aux hallucinations.
- Le 1er juillet, le Financial Times a [rapporté](#) qu'OpenAI aurait évoqué avec l'administration américaine la possibilité d'une cession à l'État d'une participation de 5 % à son capital — ce qui représenterait environ 42,6 Md\$ se basant sur sa valorisation actuelle de 852 Md\$ —, sous forme d'un don d'actions plutôt que d'une vente. Selon le quotidien, Sam Altman, qui aurait fait part de cette proposition à D. Trump et aux secrétaires au Commerce et au Trésor, présenterait cette participation comme un moyen de partager avec le public les gains tirés de l'IA, via un fonds souverain inspiré de celui de l'Alaska (alimenté par les revenus pétroliers et versant un dividende aux habitants). Le projet, qui serait à un stade conceptuel et nécessiterait sans doute une formalisation du Congrès, prévoirait que d'autres laboratoires d'IA (Anthropic, Google, Meta) cèdent eux aussi une part comparable, alors qu'aucune source ne rapporte à ce stade que ces derniers auraient exprimé un soutien à cette proposition. Cette nouvelle intervient alors que le secteur fait l'objet d'une surveillance politique croissante à Washington — plusieurs modèles de pointe ayant récemment vu leur diffusion freinée par les autorités — et d'une impopularité grandissante de l'IA

après de la société américaine, qui pousse l'administration à chercher des moyens d'améliorer l'image du secteur.

Santé

Brèves

- Le 29 juin, la Food and Drug Administration (FDA) a [annoncé](#) la sélection de sept entreprises pour son programme pilote PreCheck, lancé en février 2026 en réponse au décret exécutif de mai 2025 visant à relocaliser la production pharmaceutique aux États-Unis [voir [Brèves sectorielles du 9 mai 2025](#)] : Amneal Pharmaceuticals (Long Island, NY), Cellares Corp. (Bridgewater, NJ), Eli Lilly (Lebanon, IN), FUJIFILM Biotechnologies (Holly Springs, NC), Kriya Therapeutics (Durham, NC), Kyowa Kirin (Sanford, NC) et Regeneron Pharmaceuticals (Saratoga Springs, NY). Le programme offre aux participants un engagement précoce de la FDA, avant même que les installations ne soient opérationnelles, afin de raccourcir les délais d'approbation et de réduire les risques réglementaires liés à la construction de nouveaux sites de production. Les sept lauréats ont été sélectionnés parmi plus de 80 candidatures reçues entre février et mars 2026, constituant un premier signal concret de réponse industrielle à la politique de relocalisation pharmaceutique de l'administration Trump, en parallèle des négociations d'accords de relocalisation dans le cadre des mesures de Section 232 annoncées en avril [voir [Brèves sectorielles du 9 avril 2026](#)].
- Le 30 juin, cinq grands laboratoires américains (AbbVie, Bristol Myers Squibb, Eli Lilly, Merck et Pfizer) ont été [appelés](#) par le Select Committee on China du Congrès (SCC) à rendre compte d'essais cliniques conduits dans des établissements médicaux militaires chinois et des hôpitaux du Xinjiang. Selon les données extraites par le SCC du site ClinicalTrials.gov, tenu par l'agence National Institutes of Health (NIH), Pfizer aurait conduit au moins 43 essais dans des centres médicaux militaires chinois et au moins 6 dans des hôpitaux du Xinjiang ; Merck au moins 40 essais militaires et 31 au Xinjiang ; et Bristol Myers Squibb au moins 17 essais militaires et 8 au Xinjiang. Le Comité soulève trois griefs : risque de transfert de propriété intellectuelle vers les programmes de biotechnologie militaire chinois, fiabilité douteuse des données issues d'hôpitaux militaires, et violation potentielle des standards de consentement éclairé au Xinjiang. Les entreprises ont jusqu'au

17 juillet pour fournir leurs procédures de diligence, leurs inspections de sites et leurs accords avec des partenaires chinois. La démarche intervient alors qu'Eli Lilly a annoncé plus tôt cette année un investissement de 3 Md\$ en Chine, portant son engagement total à 6 Md\$ sur la prochaine décennie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)